

Argentine. Cordoba, deux mois de blocage à Monsanto

24-11-2013

Argentine, Cordoba, Malvinas Argentinas.

Associations de défense de l'environnement, organisations sociales, activistes ou habitants bloquent depuis deux mois l'accès et empêchent la construction de la mégafabrique de semences transgéniques de Monsanto, la plus grande entreprise d'agro-business du monde.

Deux enquêtes d'opinion révèlent le refus de la multinationale dans la province de Cordoba et trois universités nationales (de Cordoba, de Rio Cuarto et la Católica) ont questionné l'installation de la fabrique. Les habitants exigent que soit respectée la Loi Générale de défense de l'environnement (qui oblige la réalisation d'une étude d'impact environnemental) et proposent un référendum. Dans la province voisine de San Luis, où l'entreprise produit des semences transgéniques, celle-ci recueille également des refus. Monsanto menace de traîner en justice les habitants. Monsanto a annoncé en juin 2012 la construction de sa plus grande fabrique de semences de maïs transgéniques d'Amérique Latine. L'endroit choisi, Malvinas Argentinas (proche banlieue de Cordoba), ville entourée de soja et soumise à fumigations en zones habitées. Immédiatement est née l'Assemblée d'Habitants Malvinas Lutte pour la Vie. Au départ elle a exigé des informations à la municipalité et au gouvernement provincial. Sans succès. Mais les habitants ont alors commencé à réaliser des assemblées et à révéler qui est Monsanto, quel modèle agricole elle représente. L'entreprise n'a pas réalisé, et le gouvernement ne lui a pas exigé, l'étude d'impact environnemental qu'ordonne la Loi Générale de défense de l'Environnement. En novembre 2012, l'Assemblée a commencé à exiger que la population de Malvinas Argentinas puisse se prononcer par référendum. Le maire Daniel Arzani et le gouverneur José Manuel de la Sota ont refusé l'initiative. Le 19 septembre s'est réalisé un festival aux portes du terrain sous le nom de "printemps sans Monsanto". Ce jour là a commencé le blocage de la fabrique, qui cette semaine accomplit deux mois. Les entreprises de construction ont retiré leurs machines et les ouvriers ne se rendent pas sur le site. Le 31 octobre dernier, Monsanto a accusé Sofia Gatica (de l'organisation Mères de Ituzaingo) et Eduardo Quispe, de l'assemblée de Malvinas Argentinas de "lésionner la sécurité publique" en raison du blocage et a dénoncé de supposés "actes de violence contre le personnel". De plus elle les accuse d' "usurpation" et les menace de "peines de jusqu'à trois ans de prison" et d'amendes pour "dommages économiques". Dans les dernières semaines, trois universités nationales ont questionné l'installation de Monsanto. Dans des documents séparés, l'Université Catholique, celle de Rio Cuarto (UNRC) et celle de Cordoba ont dénoncé que la construction de la fabrique ait été permise sans la réalisation préalable d'une évaluation d'impact environnemental, comme l'établit la Loi Générale de défense de l'environnement, et l'absence d'audiences publiques obligatoires. Elles ont également explicité l'existence du "principe de précaution" (quand il y a des risques sur l'environnement et la santé publique des mesures de protection doivent être prises). L'UNC avait déjà mis en cause l'arrivée de Monsanto en août 2012. Et l'UNRC s'était déjà prononcée contre la multinationale et le modèle d'agro-business. Le refus de Monsanto est aussi arrivé à San Luis. La multinationale loue des champs à l'entreprise Cresud dans la vallée de Conlara. "Monsanto produit des semences dans le cadre du modèle d'agriculture industrielle, ils ont déboisé des milliers d'hectares, ont été semés des cultures transgéniques de maïs et de soja pour graines, sont pulvérisés des produits hautement dangereux pour la santé plusieurs fois pendant le cycle de culture, sans le consentement de notre communauté", a dénoncé l'Association Paysans de la Vallée Conlara, réunissant les familles rurales voisines de l'entreprise. Les paysans ont averti que l'utilisation de produits agrochimiques "menace les aquifères", ont réclamé l'arrêt des fumigations sur leurs maisons, exigent une étude d'impact sur l'environnement et ont souligné que "ce modèle ne crée pas d'emplois, ne génère pas d'aliment pour notre région et menace notre santé". Traduction de Dos meses de bloqueo, Dario Aranda, Pagina12, 23 novembre 2013. <http://www.pagina12.com.ar/diario/sociedad/3-234192-2013-11-23.html> <http://facebook.com/mosanto.degage>